

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 MARS 1912.

Projet de loi sur la répression de la traite des blanches.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

A la suite de la deuxième conférence internationale pour la répression de la traite des blanches, une convention internationale relative à cette répression a été conclue à Paris, le 4 mai 1910, et signée par les plénipotentiaires de la Belgique.

Les Parties Contractantes dont la législation ne serait pas dès à présent suffisante pour réprimer les infractions prévues par les articles 1 et 2 de cette convention, s'engagent, par l'article 3, « à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires pour que ces infractions soient punies suivant leur gravité ».

Les infractions relatives à la traite des blanches sont spécifiées par la convention en ces termes :

ARTICLE PREMIER.

« Doit être puni quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, a embauché, entraîné ou détourné, même avec son consentement, une femme ou fille mineure, en vue de la débauche, alors même que les divers actes qui sont les éléments constitutifs de l'infraction auraient été accomplis dans des pays différents.

ART. 2.

« Doit être aussi puni quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, a, par fraude ou à l'aide de violences, menaces, abus d'autorité ou tout autre moyen de contrainte, embauché, entraîné ou détourné une femme ou fille majeure en vue de la débauche, alors même que les divers actes qui sont les éléments constitutifs de l'infraction auraient été accomplis dans des pays différents. »

L'article 3 de la convention porte, d'autre part, que « les infractions prévues par les articles 1 et 2 seront, à partir du jour de l'entrée en vigueur de

la convention, réputées être inscrites de plein droit au nombre des infractions donnant lieu à extradition d'après les conventions déjà existantes entre les Parties Contractantes » et que, « dans les cas où la stipulation qui précède ne pourrait recevoir effet sans modifier la législation existante, les Parties Contractantes s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires. »

C'est en vue de compléter sur ces points notre législation que le Gouvernement a l'honneur de vous soumettre le présent projet de loi.

En ce qui concerne les mineurs, le projet reproduit textuellement l'article 50 de la proposition de loi sur la protection de l'enfance, dont la Chambre est actuellement saisie. Dans la pensée du Gouvernement, ces dispositions atteignent le proxénète aussi bien lorsqu'il a abusé sa victime sur son dessein que lorsque celle-ci en a eu connaissance.

En ce qui concerne les majeures, le projet adopte le texte voté par les conférences internationales de 1902 et de 1910, consacré par la loi française du 3 avril 1905 et conservé dans la convention internationale du 4 mai 1910. Il réprime l'embauchage, l'entraînement et le détournement des femmes et filles majeures en vue de la débauche, dans tous les cas où leur consentement a été vicié, surpris ou violenté.

Il a paru utile de réprimer, en outre, la tentative de ce délit : l'individu qui, en usant de fraude ou de contrainte, s'est efforcé d'embaucher, d'entraîner ou de détourner une femme ou fille majeure en vue de la débauche, ne doit pas échapper à la justice, lorsque des circonstances indépendantes de sa volonté ont fait échouer son effort. La doctrine a maintes fois, en France, exprimé le regret que la loi du 3 avril 1905 fût muette sur ce point.

Le gouvernement n'estime point nécessaire de spécifier dans le projet que les délits dont il vient d'être question seront punis, alors même que les divers actes qui en sont les éléments constitutifs auraient été accomplis dans des pays différents. Les dispositions qui règlent la compétence en matière répressive suffisent à assurer, dans ces cas, la répression : les infractions dont il s'agit s'exécutent, en effet, dans chacun des lieux où a été commis l'un des faits qui les constituent; les juges de chacun de ces lieux sont donc compétents pour en connaître.

Le protocole de clôture, annexé à la convention internationale du 4 mars 1910, expose que le cas de rétention contre son gré d'une femme ou fille dans une maison de débauche n'a pu, malgré sa gravité, figurer dans la convention, parce qu'il relève uniquement de la législation intérieure; ce fait ne présente, en effet, aucun caractère international. Le Gouvernement estime qu'à l'exemple de plusieurs législations étrangères, il y a lieu de le réprimer en Belgique : c'est l'objet d'une des dispositions du présent projet.

L'article 51 de la proposition de loi sur la protection de l'enfance exclut du bénéfice de la loi du 4 octobre 1867, modifiée par les lois du 26 décembre 1881 et du 4 septembre 1891, en ce qui concerne les circonstances atténuantes, les individus poursuivis du chef d'infractions prévues par les articles 379 ou 380 du code pénal. Le projet étend cette exclusion aux indi-

vidus poursuivis du chef des infractions nouvelles visées par les dispositions qui deviendront les articles 380^{bis} et 380^{ter} du code pénal.

L'article 3 du projet complète, pour satisfaire à l'engagement pris dans la convention du 4 mai 1910, la loi du 13 mars 1874 sur les extraditions : tous les faits prévus par le projet, même ceux que n'a point visés cette convention, pourront désormais donner lieu à extradition et, s'ils ont été commis par un Belge hors du territoire du royaume, faire l'objet de poursuites en Belgique conformément à l'article 8 de la loi du 17 avril 1878.

Le Ministre de la Justice,

H. CARTON DE WIART.



PROJET DE LOI

sur la répression de la traite
des blanches.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de notre Mi-
nistre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est
chargé de présenter, en Notre Nom,
aux Chambres législatives le projet
de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les articles 379, 380, 381 et 382
du code pénal sont remplacés par
les dispositions suivantes :

Art. 379. — Quiconque aura at-
tenté aux mœurs, en excitant, facili-
tant ou favorisant, pour satisfaire
les passions d'autrui, la débauche,
la corruption ou la prostitution d'un
mineur de l'un ou de l'autre sexe,
dont l'état de minorité lui était con-
nu, sera puni de la réclusion, si le
mineur est âgé de plus de seize ans
accomplis.

La peine sera des travaux forcés
de dix ans à quinze ans, si le mineur
n'avait pas atteint l'âge de seize ans
accomplis. Elle sera des travaux for-
cés de quinze ans à vingt ans, si
l'enfant n'avait pas atteint l'âge de
dix ans accomplis.

ONTWERP VAN WET

tot bestrijding van den handel in
vrouwen en meisjes.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil !*

Op voorstel van Onzen Minister
van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justicie is be-
last met, in Onzen Naam, aan de wet-
gevende Kamers het wetsontwerp
aan te bieden waarvan de inhoud
volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De artikelen 379, 380, 381 en 382
van het strafwetboek worden door
de volgende bepalingen vervangen :

Art. 379. — Al wie een aanslag
tegen de zeden heeft gepleegd, door
tot ontucht, bederf of prostitutie
van een minderjarige van de eene
of de andere kunne, wiens staat
van minderjarigheid hem bekend
was, aan te hitsen, die te vergemak-
kelijken of te begunstigen ten einde
een andermans driften te voldoen,
wordt gestraft met opsluiting, indien
de minderjarige den leeftijd van
meer dan zestien jaren heeft be-
reikt.

De straf is tien tot vijftien jaren
dwangarbeid, indien de minder-
jarige den leeftijd van zestien jaren
niet had bereikt. Zij is vijftien tot
twintig jaren dwangarbeid, indien
het kind den leeftijd van tien jaren
niet had bereikt.

Art. 380. — Quiconque aura tenté aux mœurs en excitant, facilitant ou favorisant, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche, la corruption ou la prostitution d'un mineur de l'un ou de l'autre sexe, dont il ignorait l'état de minorité par sa négligence, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 50 francs à 1000 francs.

Art. 380bis. — Quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, aura, par fraude ou à l'aide de violences, menaces, abus d'autorité ou tout autre moyen de contrainte, enbauché, entraîné ou détourné une femme ou une fille majeure en vue de la débauche, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 100 francs à 5,000 francs.

La tentative sera punie d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de 50 francs à 5,000 francs.

Art. 380ter. — Quiconque aura, par les mêmes moyens, retenu contre son gré, même pour cause de dettes contractées, une personne, même majeure, dans une maison de débauche, ou aura contraint une personne majeure à se livrer à la débauche, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 100 francs à 5,000 francs.

Art. 381. — Le minimum des peines portées par les articles précédents sera élevé conformément à l'article 266 :

si les coupables sont les ascendants de la personne envers laquelle le délit a été commis ;

s'ils sont de la classe de ceux qui ont autorité sur elle ;

s'ils sont ses instituteurs, ses serviteurs à gages ou les serviteurs des personnes ci-dessus désignées ;

s'ils sont fonctionnaires publics ou ministres d'un culte.

Art. 380. — Al wie een aanslag tegen de zeden heeft gepleegd door tot ontucht, bederf of prostitutie van een minderjarige van de eene of de andere kunne, wiens staat van minderjarigheid hij niet kende ten gevolge van zijne nalatigheid, aan te hitsen, die te vergemakkelijken of te begunstigen, ten einde een andermans driften te voldoen, wordt gestraft met gevangenisstraf van drie maanden tot twee jaren en geldboete van 50 frank frank tot 1000 frank.

Art. 380bis. — Al wie, ten einde eens anders driften te voldoen, door bedrog of door geweld, bedreiging, misbruik van gezag of door welk ander dwangmiddel, eene meerderjarige vrouw of een meerderjarig meisje met het oog op het plegen van ontucht heeft geronseld, verleid of vervreemd, wordt gestraft met gevangenisstraf van één jaar tot vijf jaren en geldboete van 100 frank tot 5,000 frank.

De poging wordt gestraft met gevangenisstraf van drie maanden tot drie jaren en geldboete van 50 frank tot 5,000 frank.

Art. 380ter. — Al wie door dezelfde middelen, een, zelfs meerderjarige persoon, tegen haren wil in, zelfs in grond van aangegane schulden, in een huis van ontucht ophoudt, of een meerderjarige persoon dwingt tot een ontuchtig leven, wordt gestraft met gevangenisstraf van één jaar tot vijf jaren en geldboete van 100 frank tot 5,000 frank.

Art. 381. — Het minimum der straffen, bij de vorige artikelen gesteld, wordt overeenkomstig artikel 266 verhoogd :

indien de schuldigen bloedverwanten in de opgaande lijn zijn van den persoon, tegen wien het misdrijf werd gepleegd ;

indien zij behooren tot degenen die over hem gezagen hebben ;

indien zij zijne onderwijzers of loondienaren zijn of dienaren van de hooger aangewezen personen ;

indien zij openbare ambtenaars of bedienaars van een eeredienst zijn.

ART. 382. — Dans les cas prévus par le présent chapitre, les coupables seront, en outre, condamnés à l'interdiction des droits spécifiés aux n^{os} 1, 3, 4 et 5 de l'article 31.

Si l'infraction a été commise par le père ou la mère, le coupable sera, en outre, privé des droits et avantages à lui accordés sur la personne et les biens de l'enfant par le code civil, livre I^{er}, titre IX, *de la Puissance paternelle*.

Les coupables pourront, de plus, être placés sous la surveillance spéciale de la police, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

ART. 2.

Les dispositions des articles 2 à 6 de la loi du 4 octobre 1867, modifiée par les lois du 26 décembre 1881 et du 4 septembre 1891, en tant qu'elles concernent les circonstances atténuantes, ne sont pas applicables aux infractions prévues par les articles 379, 380, 380bis et 380ter du code pénal.

ART. 3.

Le n° 18 de l'article 1^{er} de la loi du 13 mars 1874 sur les extraditions est remplacé par la disposition suivante :

« Pour attentat aux mœurs en excitant, facilitant ou favorisant, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche, la corruption ou la prostitution d'un mineur de l'un ou de l'autre sexe; embauchage, entraînement ou détournement d'une femme ou fille majeure en vue de la débauche, lorsque le fait a été commis par fraude ou à l'aide de violences, menaces, abus d'autorité ou tout autre moyen de contrainte, pour satisfaire les passions d'autrui; rétention contre son gré d'une personne dans une maison de débauche

ART. 382. — In de bij dit hoofdstuk voorziene gevallen, worden de schuldigen bovendien veroordeeld tot ontzegging van de rechten, bij de n^o 1, 3, 4 en 5 van artikel 31 aangehaald.

Indien de aanslag door den vader of de moeder werd gepleegd, wordt de schuldige bovendien ontzet van de rechten en voordeelen hem op den persoon en de goederen van het kind toegekend door het Burgerlijk Wetboek, boek I, titel IX, *Van de ouderlijke macht*.

Daarenboven kunnen de schuldigen onder het bijzonder toezicht der politie worden gesteld gedurende ten minste vijf en ten hoogste tien jaren.

ART. 2.

De bepalingen van de artikelen 2 tot 6 der wet van 4 October 1867, gewijzigd bij de wetten van 26 December 1881 en 4 September 1891 zijn, voor zoover zij de verzachtende omstandigheden betreffen, niet van toepassing op de misdrijven voorzien bij de artikelen 379, 380, 380bis en 380ter van het Strafwetboek.

ART. 3.

Het n° 18 van het 1^{ste} artikel der wet van 13 Maart 1874 over de uitleveringen wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Wegens aanslag tegen de zeden door het aanprikken, vergemakkelijken of begunstigen van de onthucht, het zedenbederf of de prostitutie van een minderjarige van de eene of de andere kunne, ten einde eens anders driften te voldoen; ronselarij, verleiding of vervreemding van eene meerderjarige vrouw of een meerderjarig meisje met het oog op het plegen van onthucht, wanneer het feit door bedrog of door geweld, bedreigingen, misbruik van gezag of door welk ander dwangmiddel gepleegd werd ten einde eens anders

ou contrainte exercée sur une personne majeure pour la débauche.

driften te voldoen; ophouding tegen haar wil, van een persoon in een huis van ontucht, of dwang op een meerderjarige uitgeoefend met het oog op ontucht.

Donné à Bruxelles, le 5 mars 1912.

Gegeven te Brussel, den 5ⁿ Maart 1912.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :
De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.

(8)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 MAART 1912.

Ontwerp van wet tot bestrijding van den handel in vrouwen en meisjes.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Ten gevolge van de tweede Internationale Conferentie tot bestrijding van den handel in vrouwen en meisjes, werd te dien opzichte, op 4 Mei 1910, te Parijs, eene internationale regeling getroffen en door de gevolmachtigden van België onderteekend.

De verdragsluitende partijen wier wetgeving niet van heden aan toereikend zou zijn tot beteugeling van de bij de artikelen 1 en 2 dezer regeling voorziene misdrijven, verbinden zich bij artikel 3 « de noodige maatregelen, opdat deze misdrijven volgens hunne zwaarte zouden worden gestraft, te nemen of aan hare onderscheidenlijke wetgevende lichamen voor te stellen ».

De misdrijven betreffende den vrouwenhandel zijn door de regeling als volgt omschreven :

ARTIKEL ÉÉN.

« Moet gestraft worden al wie, ten einde eens anders driften te voldoen, zelfs met hare toestemming, eene minderjarige vrouw of een minderjarig meisje heeft geronseld, verleid of vervreemd met het oog op het plegen van ontucht, ook dan wanneer de verschillende handelingen, die de samenstellende voorwaarden van het misdrijf zijn, in verscheidene landen zouden hebben plaats gehad.

ART. 2.

» Moet insgelijks gestraft worden, al wie, ten einde eens anders driften te voldoen, door bedrog of door geweld, bedreiging, misbruik van gezag of door welk ander dwangmiddel, eene meerderjarige vrouw of een meerderjarig meisje heeft geronseld, verleid of vervreemd met het oog op het plegen van ontucht, ook dan wanneer de verschillende handelingen, die de samenstellende voorwaarden van het misdrijf zijn, in verscheidene landen zouden hebben plaats gehad. »

Anderzijds bepaalt artikel 5 der regeling, dat « de in de artikelen 1 en 2 voorziene misdrijven, met ingang van den dag waarop de regeling in werking treedt, geacht zullen worden van rechtswege te zijn opgenomen onder de misdrijven, die tot uitlevering aanleiding geven volgens de reeds tusschen de Contracteerende Partijen gesloten verdragen, » en dat, « in de gevallen waar de voorgaande bepaling niet van kracht zou kunnen worden zonder wijziging van de bestaande wetgeving, de Verdragsluitende Partijen zich verbinden de noodige maatregelen te nemen of aan hare onderscheidenlijke wetgevende lichamen voor te stellen. »

Met het oog op de aanvulling onzer wetgeving in deze opzichten, heeft de Regeering de eer U dit wetsontwerp ter overweging aan te bieden.

Wat betreft de minderjarigen, wordt artikel 50 van het thans bij de Kamer aanhangig voorstel van wet tot bescherming van jeugdige personen, woordeijk in het ontwerp overgenomen. De Regeering meent dat die bepalingen den koppelaar treffen zoo wanneer deze zijn slachtoffer omtrent zijn doel heeft misleid, als wanneer het slachtoffer daarmede in kennis was.

Wat betreft de meerderjarigen, neemt het ontwerp den tekst aan, die op de internationale conferenties van 1902 en 1910 gestemd, door de Fransche wet van 5 April 1903 bekrachtigd en in de internationale regeling van 4 Mei 1910 behouden werd. Daarbij wordt de ronselarij, de verleiding en de vervreemding van meerderjarige vrouwen en meisjes, met het oog op het plegen van ontucht, gestraft in al de gevallen waarin dezer toestemming vervalscht, door list of dwang verkregen werd.

Het scheen ook raadzaam bovendien de poging tot dat misdrijf tegen te gaan : de persoon die, met gebruik van list of geweld, eene meerderjarige vrouw of een meerderjarig meisje heeft getracht te ronselen, te verleiden of te vervreemden tot het plegen van ontucht, moet niet aan den rechter ontsnappen, wanneer zijn pogen schipbreuk heeft moeten lijden door omstandigheden buiten zijn wil om. In Frankrijk heeft meer dan eens de doctrina spijt te kennen gegeven over het zwijgen der wet van 5 April 1903 in dat opzicht.

De Regeering is niet van oordeel dat het noodig is in het ontwerp nader te bepalen dat de besproken misdrijven gestraft worden, ook wanneer de verschillende handelingen, die er de samenstellende voorwaarden van zijn, in verscheidene landen plaats hebben gehad. De beschikkingen, die de bevoegdheid in betugelende zaken regelen, zijn toereikend om in die gevallen de betugeling te verzekeren : de bedoelde misdrijven worden inderdaad gepleegd in iedere der plaatsen waar een der feiten is geschied, waaruit zij zijn samengesteld ; de rechters van iedere dezer plaatsen zijn diensvolgens bevoegd om er kennis van te nemen.

Het sluitingsprotocol, gevoegd bij de internationale regeling van 4 Mei 1910, geeft te kennen dat, ondanks zijn zwaarte, toch het geval dat eene vrouw of een meisje tegen haren wil in een huis van ontucht werd opgehouden, niet in de regeling is kunnen opgenomen worden omdat dit geval uitsluitend van de wetgeving van elk land afhangt : een internationaal karakter heeft dit feit inderdaad niet. De Regeering is van oordeel dat er

termen zijn om, naar het voorbeeld van verscheidene andere wetgevingen, in België daartegen in te gaan : dit is het oogmerk van eene der bepalingen van dit ontwerp.

Bij artikel 29 van het wetsvoorstel op de bescherming van jeudige personen worden de personen, die wegens de in de artikelen 379 of 580 van het Strafwetboek voorziene misdrijven vervolgd worden, uitgesloten van het voordeel der wet van 4 October 1867, gewijzigd bij de wetten van 26 December 1881 en 4 September 1894 wat de verzachtende omstandigheden betreft. Dat voordeel wordt bij het ontwerp ook ontzegd aan de personen vervolgd wegens de nieuwe misdrijven, die bedoeld zijn bij de bepalingen die de artikelen 380^{bis} en 380^{ter} van het strafwetboek zullen uitmaken.

Ter voldoening aan de verbintenis, bij de regeling van 4 Mei 1910 genomen, wordt bij artikel 3 van het ontwerp de wet van 13 Maart 1874 op de uitleveringen aangevuld : al de bij het ontwerp voorziene feiten, ook die welke niet door de regeling zijn beoogd, kunnen voortaan tot uitlevering aanleiding geven en, werden zij door een Belg buiten het rijksgebied gepleegd, in België worden vervolgd overeenkomstig artikel 8 van de wet van 17 April 1878.

De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.



PROJET DE LOI

sur la répression de la traite
des blanches.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de notre Mi-
nistre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est
chargé de présenter, en Notre Nom,
aux Chambres législatives le projet
de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les articles 379, 380, 381 et 382
du code pénal sont remplacés par
les dispositions suivantes :

Art. 379. — Quiconque aura at-
tenté aux mœurs, en excitant, facili-
tant ou favorisant, pour satisfaire
les passions d'autrui, la débauche,
la corruption ou la prostitution d'un
mineur de l'un ou de l'autre sexe,
dont l'état de minorité lui était con-
nu, sera puni de la réclusion, si le
mineur est âgé de plus de seize ans
accomplis.

La peine sera des travaux forcés
de dix ans à quinze ans, si le mineur
n'avait pas atteint l'âge de seize ans
accomplis. Elle sera des travaux for-
cés de quinze ans à vingt ans, si
l'enfant n'avait pas atteint l'âge de
dix ans accomplis.

ONTWERP VAN WET

tot bestrijding van den handel in
vrouwen en meisjes.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil !*

Op voorstel van Onzen Minister
van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justicie is be-
last met, in Onzen Naam, aan de wet-
gevende Kamers het wetsontwerp
aan te bieden waarvan de inhoud
volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De artikelen 379, 380, 381 en 382
van het strafwetboek worden door
de volgende bepalingen vervangen :

Art. 379. — Al wie een aanslag
tegen de zeden heeft gepleegd, door
tot ontucht, bederf of prostitutie
van een minderjarige van de eene
of de andere kunne, wiens staat
van minderjarigheid hem bekend
was, aan te hitsen, die te vergemak-
kelijken of te begunstigen ten einde
een andermans driften te voldoen,
wordt gestraft met opsluiting, indien
de minderjarige den leeftijd van
meer dan zestien jaren heeft be-
reikt.

De straf is tien tot vijftien jaren
dwangarbeid, indien de minder-
jarige den leeftijd van zestien jaren
niet had bereikt. Zij is vijftien tot
twintig jaren dwangarbeid, indien
het kind den leeftijd van tien jaren
niet had bereikt.

Art. 380. — Quiconque aura tenté aux mœurs en excitant, facilitant ou favorisant, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche, la corruption ou la prostitution d'un mineur de l'un ou de l'autre sexe, dont il ignorait l'état de minorité par sa négligence, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 50 francs à 1000 francs.

Art. 380bis. — Quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, aura, par fraude ou à l'aide de violences, menaces, abus d'autorité ou tout autre moyen de contrainte, enbauché, entraîné ou détourné une femme ou une fille majeure en vue de la débauche, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 100 francs à 5,000 francs.

La tentative sera punie d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de 50 francs à 5,000 francs.

Art. 380ter. — Quiconque aura, par les mêmes moyens, retenu contre son gré, même pour cause de dettes contractées, une personne, même majeure, dans une maison de débauche, ou aura contraint une personne majeure à se livrer à la débauche, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 100 francs à 5,000 francs.

Art. 381. — Le minimum des peines portées par les articles précédents sera élevé conformément à l'article 266 :

si les coupables sont les ascendants de la personne envers laquelle le délit a été commis ;

s'ils sont de la classe de ceux qui ont autorité sur elle ;

s'ils sont ses instituteurs, ses serviteurs à gages ou les serviteurs des personnes ci-dessus désignées ;

s'ils sont fonctionnaires publics ou ministres d'un culte.

Art. 380. — Al wie een aanslag tegen de zeden heeft gepleegd door tot ontucht, bederf of prostitutie van een minderjarige van de eene of de andere kunne, wiens staat van minderjarigheid hij niet kende ten gevolge van zijne nalatigheid, aan te hitsen, die te vergemakkelijken of te begunstigen, ten einde een andermans driften te voldoen, wordt gestraft met gevangenisstraf van drie maanden tot twee jaren en geldboete van 50 frank frank tot 1000 frank.

Art. 380bis. — Al wie, ten einde eens anders driften te voldoen, door bedrog of door geweld, bedreiging, misbruik van gezag of door welk ander dwangmiddel, eene meerderjarige vrouw of een meerderjarig meisje met het oog op het plegen van ontucht heeft geronseld, verleid of vervreemd, wordt gestraft met gevangenisstraf van één jaar tot vijf jaren en geldboete van 100 frank tot 5,000 frank.

De poging wordt gestraft met gevangenisstraf van drie maanden tot drie jaren en geldboete van 50 frank tot 5,000 frank.

Art. 380ter. — Al wie door dezelfde middelen, een, zelfs meerderjarige persoon, tegen haren wil in, zelfs in grond van aangegane schulden, in een huis van ontucht ophoudt, of een meerderjarige persoon dwingt tot een ontuchtig leven, wordt gestraft met gevangenisstraf van één jaar tot vijf jaren en geldboete van 100 frank tot 5,000 frank.

Art. 381. — Het minimum der straffen, bij de vorige artikelen gesteld, wordt overeenkomstig artikel 266 verhoogd :

indien de schuldigen bloedverwanten in de opgaande lijn zijn van den persoon, tegen wien het misdrijf werd gepleegd ;

indien zij behooren tot degenen die over hem gezagen hebben ;

indien zij zijne onderwijzers of loondienaren zijn of dienaren van de hooger aangewezen personen ;

indien zij openbare ambtenaars of bedienaars van een eeredienst zijn.

ART. 382. — Dans les cas prévus par le présent chapitre, les coupables seront, en outre, condamnés à l'interdiction des droits spécifiés aux nos 1, 3, 4 et 5 de l'article 31.

Si l'infraction a été commise par le père ou la mère, le coupable sera, en outre, privé des droits et avantages à lui accordés sur la personne et les biens de l'enfant par le code civil, livre 1^{er}, titre IX, de la *Puissance paternelle*.

Les coupables pourront, de plus, être placés sous la surveillance spéciale de la police, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

ART. 2.

Les dispositions des articles 2 à 6 de la loi du 4 octobre 1867, modifiée par les lois du 26 décembre 1881 et du 4 septembre 1891, en tant qu'elles concernent les circonstances atténuantes, ne sont pas applicables aux infractions prévues par les articles 379, 380, 380bis et 380ter du code pénal.

ART. 3.

Le n° 18 de l'article 1^{er} de la loi du 13 mars 1874 sur les extraditions est remplacé par la disposition suivante :

« Pour attentat aux mœurs en excitant, facilitant ou favorisant, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche, la corruption ou la prostitution d'un mineur de l'un ou de l'autre sexe; embauchage, entraînement ou détournement d'une femme ou fille majeure en vue de la débauche, lorsque le fait a été commis par fraude ou à l'aide de violences, menaces, abus d'autorité ou tout autre moyen de contrainte, pour satisfaire les passions d'autrui; rétention contre son gré d'une personne dans une maison de débauche

ART. 382. — In de bij dit hoofdstuk voorziene gevallen, worden de schuldigen bovendien veroordeeld tot ontzegging van de rechten, bij de nrs 1, 3, 4 en 5 van artikel 31 aangehaald.

Indien de aanslag door den vader of de moeder werd gepleegd, wordt de schuldige bovendien ontzet van de rechten en voordeelen hem op den persoon en de goederen van het kind toegekend door het Burgerlijk Wetboek, boek I, titel IX, *Van de ouderlijke macht*.

Daarenboven kunnen de schuldigen onder het bijzonder toezicht der politie worden gesteld gedurende ten minste vijf en ten hoogste tien jaren.

ART. 2.

De bepalingen van de artikelen 2 tot 6 der wet van 4 October 1867, gewijzigd bij de wetten van 26 December 1881 en 4 September 1891 zijn, voor zoover zij de verzachtende omstandigheden betreffen, niet van toepassing op de misdrijven voorzien bij de artikelen 379, 380, 380bis en 380ter van het Strafwetboek.

ART. 3.

Het n° 18 van het 1^{ste} artikel der wet van 13 Maart 1874 over de uitleveringen wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Wegens aanslag tegen de zeden door het aanprikken, vergemakkelijken of begunstigen van de ontucht, het zedenbederf of de prostitutie van een minderjarige van de eene of de andere kunne, ten einde eens anders driften te voldoen; onscelarij, verleiding of vervreemding van eene meerderjarige vrouw of een meerderjarig meisje met het oog op het plegen van ontucht, wanneer het feit door bedrog of door geweld, bedreigingen, misbruik van gezag of door welk ander dwangmiddel gepleegd werd ten einde eens anders

ou contrainte exercée sur une personne majeure pour la débauche.

driften te voldoen ; ophouding tegen haar wil, van een persoon in een huis van ontucht, of dwang op een meerderjarige uitgeoefend met het oog op ontucht.

Donné à Bruxelles, le 5 mars 1912.

Gegeven te Brussel, den 5ⁿ Maart 1912.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :
De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.
